



Social Economy and Sustainability Research Network
Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité
Bridging, Bonding, and Building / Renforcement des liens et des capacités

Document de travail – 2009-02

Politiques favorisant le renforcement des liens et des capacités entre le gouvernement et le secteur de l'économie sociale dans le Canada atlantique

Rapport sur le processus d'examen des politiques - 2009

Préparé par

Chase McGrath

Assistant à la recherche, Université de Dalhousie

et

Dre Jan Myers

Professeure adjointe, Dalhousie

À propos des auteurs :

- Chase McGrath était étudiant à la maîtrise en administration publique à l'Université de Dalhousie et assistant à la recherche du niveau maîtrise (sous-centre 1 – Politiques). Il a travaillé au gouvernement provincial de la Nouvelle-Écosse dans le domaine de l'élaboration de politiques et, après avoir obtenu son diplôme, a déménagé au Nouveau-Brunswick.
- La Dre Jan Myers était professeure adjointe à la faculté de gestion de l'Université Dalhousie et faisait partie du Sous-centre 1 sur les politiques. En 2009, elle a accepté un poste au Cardiff Institute for Co-operative Studies, au sein de la Cardiff Management School, University of Wales Institute Cardiff (R.-U.), pour effectuer des travaux de recherche ciblés sur les organismes d'économie sociale. Elle fait toutefois toujours partie du projet de recherche sur l'économie sociale et la durabilité à titre de collègue et de collaboratrice « internationale ».

About the Network

The Social Economy and Sustainability Research (SES/ESD) Network is the Atlantic Node of the Canadian Social Economy Research Partnerships (CSERP) — one of six regional research centres across Canada, funded by the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada (SSHRC), 2005-2010. The Network has a wide variety of academic, community and government partners representing Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island and Newfoundland and Labrador. / For more information, contact us:

Social Economy and Sustainability Research Network,
c/o Research House, Mount, Saint Vincent University,
Halifax, Nova Scotia B3M 2J6

Tel: 902-457-6748

Fax: 902-457-5547

E-mail: seproject@msvu.ca

Website: www.msvu.ca/socialeconomyatlantic

About the Working Paper Series

The SES/ESD Network will periodically publish research papers about our research in Atlantic Canada. The papers will be written by both academics and social economy practitioners. The SES/ESD Network hopes these papers will contribute to the theory and practice of social economy within the Atlantic Region. Noreen Millar is the Network Coordinator and Managing Editor of the Working Paper Series. Papers in this series are not formally peer reviewed, but are products of Network-approved and managed research projects.

About CSERP

The Canadian Social Economy Research Partnerships (CSERP) is a collaborative effort of six regional research centres (nodes) across Canada, their community partners, and the national facilitating research hub. CSERP reaches out to practitioners, to researchers and to civil society, through the regional research centres and their community partners. It undertakes research as needed in order to understand and promote the social economy tradition within Canada and as a subject of academic enquiry within universities. Visit: www.socialeconomyhub.ca

Purchase Copies of Working Papers

\$12/copy. Specify working paper number, indicated at the top of the cover page. Cheques should be made payable to: The Social Economy and Sustainability Research Network and mailed to the address noted above.

Droit d'auteur © 2009 - McGrath et Myers

Toute partie du présent document peut être utilisée aux fins d'information et d'éducation, mais ne peut être publiée de nouveau dans un format pouvant donner lieu à des droits ou à des redevances, sans la permission expresse des détenteurs du droit d'auteur.

Politiques favorisant le renforcement des liens et des capacités entre le gouvernement et le secteur de l'économie sociale dans le Canada atlantique : Rapport sur le processus d'examen des politiques, 2009

Le présent rapport fait partie de l'examen des politiques et de l'inventaire des travaux de recherche réalisés dans le cadre du Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité (Centre de l'Atlantique). Les travaux, réalisés par le Sous-centre 1, visent à donner un aperçu des politiques et des programmes du gouvernement qui ont un lien avec les activités des coopératives sans but lucratif dans la région de l'Atlantique, et à les documenter.

Le groupe de travail du Sous-centre 1 qui supervise le programme de recherche est composé :

Dr Leslie Brown	Président des études sociales et de la sociologie, Université Mount Saint Vincent, et directeur du Centre de l'Atlantique
Peter Hough	Fédération canadienne des coopératives de travail et consultant
Kathy Moggridge	Gestionnaire régionale, Politiques du développement social, région de la Nouvelle-Écosse, Service Canada
Penelope Rowe	Directrice exécutive, Community Services Council Newfoundland and Labrador
Dr Luc Thériault	Professeur de politiques sociales, Université du Nouveau-Brunswick et coordonnateur du Sous-centre 1

Les travaux ont été réalisés par :

Chase McGrath	Assistant à la recherche, Université de Dalhousie
Dre Jan Myers	Professeure adjointe, Université de Dalhousie

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION ET CONTEXTE	5
OBJET DU PRÉSENT RAPPORT	7
LES RELATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SECTEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, ET LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES : ACCENT SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES	8
MÉTHODES ET PROCESSUS LIÉS À L'EXAMEN DES POLITIQUES	11
QUE PEUT RÉVÉLER UN EXAMEN DES POLITIQUES?	14
OBSERVATIONS FINALES	16
RÉFÉRENCES.....	18
ANNEXES	
A. <i>Une typologie de base des relations liées à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques</i>	21
B. <i>Registre des sources de recherche utilisées pour créer l'inventaire des politiques et la bibliographie commentée</i>	25
C. Mots clés facilitant l'identification, le classement et la recherche de politiques	26
D. Entrées du tableur – Exemple	28
E. Entrées de la bibliographie commentée – Exemple	30
F. Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité – Projets de recherche des sous-centres liés aux répercussions sur les politiques sociales et publiques.	31
G. Résultats de la première étape (Examen des politiques)	36
Working Paper Feedback	37
SES/ESD Network Research Goals	38
SES/ESD Network Research Themes and Questions	38
Network Director	39
Network Co-Directors	39
Sub-node Coordinators	39
Network Coordinator	39

INTRODUCTION ET CONTEXTE

La recherche sur les politiques favorisant le renforcement des liens et des capacités entre le gouvernement et le secteur de l'économie sociale dans le Canada atlantique comporte deux volets. D'abord, une analyse initiale des lois et des documents liés aux politiques a donné lieu à la création d'un inventaire des ressources et des documents pertinents. Voici les activités réalisées dans le cadre de ce volet :

- production d'une bibliographie commentée des documents et rapports de recherche traitant de différents aspects des politiques, ainsi que du développement des politiques et des processus connexes, y compris les documents fournissant la définition de concepts clés (« politique », « économie sociale », « capital social », etc.);
- préparation d'une liste commentée de sites Web pertinents;
- création d'un inventaire des politiques, lois et programmes fédéraux, provinciaux et municipaux.

Cette étape de la recherche comprend l'élaboration de documents de travail et de documents de discussion permettant de donner un aperçu des résultats et de les analyser dans le but d'orienter le second volet du programme de recherche.

La première étape de la recherche permet de jeter les bases, puisque nous examinons les notions théoriques et les concepts de l'économie sociale, les cadres réglementaires et l'établissement de liens entre le gouvernement et les organismes d'économie sociale (coopératives, organismes composés de membres et du secteur bénévole, entreprises sociales) et les facteurs connexes. La deuxième étape vise à établir des liens entre les notions théoriques et des cadres d'interaction (y compris les possibilités de coproduction et de co-construction de manière à inclure les organismes d'économie sociale dans des projets d'élaboration et de mise en œuvre de politiques publiques) et à étudier la mise en pratique des notions théoriques. Pour ce faire, il faut observer des intervenants et des organismes travaillant « dans le domaine » et collaborer avec eux. Des entrevues et/ou des groupes de consultation composés d'intervenants provinciaux clés, ainsi que la production d'études de cas permettront de cibler la portée et de déterminer les types d'engagements liés aux questions stratégiques.

L'analyse de certains documents et rapports d'examen des politiques disponibles au moment de la recherche nous a permis de constater qu'ils mettent l'accent sur les relations et les politiques de fond ou administratives. Il s'agit notamment de relations et de responsabilités financières et fondées sur des programmes, et/ou de préoccupations axées sur les enjeux (p. ex. l'emploi, l'exclusion sociale et les services destinés à certains groupes) qui ont souvent, mais pas toujours, un lien avec la prestation de services et le ressourcement (Caledon

Institute, 2007). Un bon nombre de ces rapports servent à relever des enjeux communs à l'échelle des sous-secteurs des organismes sans but lucratif (p. ex. le changement des régimes de financement et des compétences, et le transfert de l'exécution des programmes publics) et ciblent des bonnes pratiques visant, notamment, des préoccupations à l'égard d'un enjeu unique (p. ex. la garde d'enfants, les services aux aînés, les troubles d'apprentissage, le logement, les services de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie); les communautés d'intérêts (les collectivités autochtones, les travailleurs migrants et immigrants); ainsi que les bonnes pratiques concernant les relations transactionnelles (qui sont souvent bilatérales et axées sur la prestation de services, les marchés, le financement et les responsabilités). L'analyse d'un environnement stratégique sert en partie à dégager les possibilités de tirer profit de ce genre de relations et bonnes pratiques. L'annexe A présente une typologie de base des relations liées à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques.

Par conséquent, les conditions, les contextes et les relations qui contribuent à la participation d'organismes sans but lucratif et d'économie sociale à l'élaboration de politiques et au dialogue connexe, ceux qui facilitent une telle participation (VSI, 2003), ainsi que les relations pertinentes entre et à l'échelle des secteurs constituent les points clés de la deuxième phase de la recherche. Ces « relations pertinentes » ou ces alliances actives comptent souvent plusieurs intervenants : les secteurs public, privé et sans but lucratif, les organismes d'économie sociale et les différents ordres de gouvernement. Elles reposent sur des préoccupations générales de la société civile, une économie mixte de soins, la régénération et la participation des intervenants. En outre, elles mettent de plus en plus l'accent sur l'économie sociale et l'entreprise sociale. Dans cette deuxième phase de la recherche, il faudra collaborer avec des intervenants clés dans le but de trouver des exemples de bonnes pratiques et de cerner les lacunes et les possibilités dans le domaine de la collaboration, ainsi que des approches inclusives à l'égard de l'engagement et de la participation en vue d'améliorer la planification stratégique et la prise de décisions.

Dans l'ensemble, le projet de recherche vise à atteindre les objectifs suivants :

- a. *Préparer une méta-analyse des examens des politiques en vigueur et des répercussions stratégiques découlant de travaux de recherche récents et en cours, y compris ceux axés sur des thèmes particuliers (p. ex. inclusion, sécurité alimentaire).*
- b. *Élaborer et appliquer des cadres de classement fondés sur les concepts du capital social, soit le renforcement des liens et des capacités, et qui étayent l'économie sociale. Analyser les politiques :*
 - > *ont-elles le potentiel de favoriser la collaboration et la coopération intersectorielles?*
 - > *reconnaissent-elles qu'il existe une interdépendance, au sein d'une économie mixte de soins, dans la prestation d'une gamme de services et dans la réalisation d'activités de développement communautaire?*

- > *fournissent-elles un tremplin ou une tribune pour la co-construction et la coproduction, ainsi que pour la mise en œuvre et l'évaluation de politiques économiques et sociales?*

Ce projet de recherche comprend, par conséquent, l'examen de la durabilité et du développement des capacités des secteurs sans but lucratif, et l'étude des concepts émergents de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social.

Un certain nombre de questions, découlant de ces objectifs, lient les deux volets du projet de recherche :

1. Comment les différents sens du terme « économie sociale » sont-ils représentés dans les politiques en vigueur du gouvernement?
2. Quelles sont les conséquences de ces définitions divergentes au chapitre des cadres stratégiques et de gouvernance?
3. Quels sont les types de relations qui existent dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques?
4. Quels sont les besoins stratégiques qui ne sont pas satisfaits et quels sont les changements qui sont requis au sein du milieu réglementaire pour combler ces lacunes et améliorer la collaboration entre les organismes d'économie sociale et les gouvernements?
5. Quels sont les conditions, contextes et relations qui existent ou qui doivent exister pour promouvoir et faciliter la participation du secteur sans but lucratif, notamment, à la production et à la mise en œuvre de politiques, et aux délibérations connexes?

OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

Le présent rapport porte sur la phase initiale de la recherche : l'examen et l'inventaire des politiques. Cette phase initiale consistait en de la recherche théorique visant à trouver l'information accessible au public par le truchement des sites Web du gouvernement et d'autres organismes, ainsi qu'au moyen de méthodes d'analyse et de recherche documentaire plus traditionnelles (bases de données de recherche, bibliographiques et de revues).

Un assistant à la recherche, Chase McGrath, a été embauché pour réaliser une analyse systématique des lois et des projets de loi du gouvernement, des cadres réglementaires et des politiques qui ont trait à

certain aspects de l'économie sociale, qui fournissent un soutien à l'infrastructure ou des directives et/ou qui fournissent un cadre ou une plate-forme pour les relations, les dialogues ou les discussions entre le secteur de l'économie sociale et le gouvernement ou pour la prestation conjointe de services. Cette information a été rassemblée et conservée dans un tableur consultable de base qui peut servir d'assise à une base de données consultable et plus accessible. D'autres documents et renseignements, comme des adresses électroniques et des rapports particuliers sur des politiques, ont été rassemblés dans le cadre du processus de recherche et consignés dans un logiciel bibliographique permettant de produire une bibliographie commentée des ressources. Tous les documents seront conservés à l'Université Mount Saint Vincent située à Halifax (Nouvelle-Écosse) à titre de ressources Web, documentaires et archivées du Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité.

[Annexe B](#) : Registre des sources de recherche utilisées pour créer l'inventaire des politiques et la bibliographie commentée

[Annexe C](#) : Mots clés facilitant l'identification, le classement et la recherche

[Annexe D](#) : Entrées du tableur - exemple

[Annexe E](#) : Entrées de la bibliographie commentée - exemple

LES RELATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SECTEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, ET LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES : ACCENT SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

« Les tendances au chapitre des finances et des politiques gouvernementales au Canada et ailleurs indiquent un futur rôle accru pour le secteur de l'économie sociale (ES) puisque les responsabilités en matière de services sociaux (p. ex. santé, immigration) sont de plus en plus dévolues du fédéral au provincial; du provincial au municipal et du municipal à l'échelon communautaire » (Brown, 2005, p. 4). Entre-temps, il existe des pressions continues et émergentes (p. ex. les crises financières et du crédit, le déclin rural, la mondialisation) qui exigent la collaboration des gouvernements ainsi que la participation des organismes d'économie sociale afin de « combiner les connaissances et les actions des différents acteurs pour apprendre ce qui fonctionne à certains endroits et comment l'appliquer « sur le terrain » (Bradford, 2005, p. 4). Ainsi, il faut promouvoir les possibilités de réseautage informel et officiel entre le gouvernement et les organismes non gouvernementaux et les acteurs qui peuvent avoir des intérêts différents, mais interreliés et interdépendants, qui favorisent la démocratisation ou l'égalisation de ces relations, et ce,

en vue de réduire la division des pouvoirs (perçue et réelle) entre le gouvernement et les participants de la société civile (Coleman, 2004).

Tout comme nous pouvons envisager adopter une approche coordonnée à l'égard de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques selon différents ordres de gouvernement, les membres du comité responsable du projet de recherche sur l'économie sociale et la durabilité du Centre de l'Atlantique ont proposé une approche « commune » afin d'examiner et d'évaluer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, ainsi que les répercussions connexes en gérant un programme de recherche qui tiendra compte de toutes les provinces de la région de l'Atlantique. Cet aperçu et cette analyse de l'inventaire et de l'examen sont documentés dans le rapport suivant : *Public Policy and the Social Economy in Atlantic Canada: an inventory of jurisdictional policies, programs and activities that support social economy organizations at municipal, provincial and federal levels.*

Bien que l'objectif premier ait été de documenter les politiques publiques qui ont trait au Canada atlantique, un aperçu national était nécessaire pour brosser un tableau général et pour tenir compte des situations dans le cadre desquelles un organisme local peut être appelé à travailler à l'échelle nationale en raison de « problèmes dans la répartition des pouvoirs entre les ordres de gouvernement » (Carter, Plewes & Echenberg, 2005, p. 5). Certains éléments de cette mise en contexte et de l'analyse des différentes relations établies dans le cadre des processus de travail conjoint ou de collaboration sont fournis dans le document de travail : *Deliberation, Design, Development, Delivery: identifying avenues for policy dialogue between government and social economy organizations: initial findings from Atlantic Canada.*

Dans leur guide pour la recherche sur les politiques, les responsables du Projet de recherche sur les politiques (PRP) (2005) soulignent la nécessité d'effectuer une recherche descriptive et de générer des données. Ils remarquent aussi que le regain d'intérêt pour l'économie sociale et l'entreprise sociale (en Europe) était en partie dû aux efforts déployés par les universitaires et les chercheurs pour « identifier les caractéristiques communes des coopératives, des sociétés mutuelles et des associations » (Lévesque et Mendell, 2004, p. 13), aux définitions subséquentes (variées) et à l'intégration de l'économie sociale dans les cadres législatifs et réglementaires. De plus, les responsables du PRP mentionnent que les gouvernements qui cherchent à appuyer le développement d'organismes d'économie sociale songent à repenser leur cadre réglementaire. Il y a donc des leçons à tirer des mesures adoptées au Canada (plus particulièrement au Québec) et à l'étranger (PRP, 2005).

Toutefois, d'après un examen initial de l'inventaire 2003 des politiques ayant trait au développement économique communautaire (Infanti, 2003), il semble y avoir quelques changements (importants) dans

l'environnement stratégique des provinces de l'Atlantique. Parmi les changements importants qui ont été apportés, notons la nomination de ministres responsables des secteurs bénévole et communautaire au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve-et-Labrador. Fait intéressant, il existe des organismes de développement bien établis dans ces deux provinces qui ont joué un rôle pivot dans l'élaboration et le maintien de politiques et d'un dialogue et qui pourraient être considérés comme ayant contribué à la création de ces deux postes gouvernementaux. D'un autre côté, la Nouvelle-Écosse, qui compte le plus grand nombre d'organismes sans but lucratif (Rowe, 2006), possède depuis peu un organisme de développement du secteur bénévole local qui suscite l'intérêt naissant, mais croissant, du gouvernement à l'égard des secteurs bénévole et communautaire, bien qu'axé sur les bénévoles. À l'Île-du-Prince-Édouard, il n'y a pas d'organisme de coordination équivalent pour les secteurs bénévole et sans but lucratif. La Nouvelle-Écosse a également un organisme de développement coopératif.

D'après des travaux de recherche réalisés précédemment et l'expérience pratique actuelle, nous avons pu constater la présence de problèmes avec les définitions et la terminologie. Par exemple, la définition de « développement économique communautaire », proposée par le RCDEC et figurant dans son Cadre politique national, n'est pas communiquée ou prise en compte par les gouvernements provinciaux et territoriaux qui ont créé des ministères chargés d'appuyer le DEC. Bien souvent, les objectifs sociaux et environnementaux destinés à améliorer les conditions sociales dans les collectivités ont été négligés en faveur du « développement économique local » (Infanti, 2003, p. 82). Cela laisse entendre la présence de problèmes fondamentaux sur le plan de l'aide gouvernementale plutôt que de la conception.

Dans le même ordre d'idées, Développement social Canada (2004) a observé, d'après son expérience de la participation du secteur à l'élaboration de politiques ministérielles, que « l'élaboration de politiques était interprétée de manière très large, de façon à englober la planification des politiques, leur formulation, la conception des programmes, leur mise en œuvre, le suivi et l'évaluation ainsi que les enseignements tirés » (p. ii). Bien que cette vaste définition ait été utile à l'ensemble du projet du point de vue opérationnel, « sur le plan conceptuel, cela ne signifie toutefois pas la même chose pour chacun des acteurs et, à défaut de définition claire du rôle des acteurs non gouvernementaux dans l'élaboration des politiques, il en a résulté un large éventail d'attentes fort différentes » (ibidem, 2004, p. ii).

De bien des façons, il fallait s'y attendre, car le concept d'économie sociale, apparu dans le programme stratégique canadien en 2004 (Neamtan et Downing, 2005), a été développé, puis modifié avec l'arrivée de nouveaux acteurs et types d'organisations, notamment les philanthropes sociaux, les entreprises sociales à but lucratif, les entrepreneurs sociaux et communautaires, et l'entrepreneuriat collectif, y compris des initiatives

comme les villes favorisant le commerce équitable et les villages verts. Tout en reconnaissant la complexité du dossier et les débats qui existent concernant les définitions, il est approprié de revoir les frontières et la portée de l'économie sociale dans le Canada atlantique¹. Ces points sont abordés plus en détail dans une série de courts documents sur les définitions relatives aux politiques publiques, à l'économie sociale et au capital social intitulés « In Search of ... », ainsi que dans deux documents de travail : *Mutual (Mis-) Understandings: exploring the boundaries of social économie activity in Atlantic Canada* et *Discovering the 'public' in public policy: identifying policies and policy frameworks that support development and engagement of social economy organizations in Atlantic Canada*.

MÉTHODES ET PROCESSUS LIÉS À L'EXAMEN DES POLITIQUES

En 2008, nous avons procédé à des travaux de recherche secondaire au moyen des lieux et des ressources accessibles au public, notamment :

- les sites Web et les documents des gouvernements (gouvernement fédéral, gouvernements provinciaux et administrations municipales);
- les sites et les documents des agences de développement de l'économie sociale et des organisations du Conseil économique des provinces de l'Atlantique (p. ex. Co-opZone, Association des coopératives du Canada, la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse, Community Services Council Newfoundland & Labrador);
- les centres de recherche universitaire et non universitaire (p. ex. Caledon Institute of Social Policy, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, Centre de recherche et de développement sur le secteur bénévole et communautaire – Universités Carleton et Ottawa);
- les bases de données de recherche documentaire et universitaire (p. ex. Ingenta, Emerald et les installations de recherche dans les bibliothèques universitaires de la Nouvelle-Écosse);
- les moteurs de recherche Web (p. ex. Google, Google Scholar);
- les sources internationales (p. ex. Alliance coopérative internationale, European Research Network, Institut Aspen, CIRIEC International);

¹ Nous avons résisté à la tentation d'inclure une définition à ce stade. Ce point sera abordé davantage dans le document sur la définition de l'économie sociale. Cependant, le Centre de l'Atlantique propose la définition ci-après : « Les organismes d'économie sociale, enracinés dans les communautés locales et indépendants du gouvernement, sont démocratiques et/ou participatifs; ils font appel à des sources de types variés au sein d'une entité de propriété sociale et établissent les priorités des objectifs sociaux et des valeurs sociales. Bien qu'ils aient parfois pour intention de réaliser des profits, ils le font dans un contexte qui considère le profit comme un moyen d'atteindre des buts sociaux et non pas comme un moyen de créer la richesse personnelle. Ils s'appuient parfois sur le travail d'employés bénévoles et/ou sur le travail d'employés rémunérés. L'économie sociale est caractérisée par des initiatives mutuelles d'auto-assistance et par des initiatives qui visent à répondre aux besoins des membres désavantagés de la société. » (Brown, 2008, accessible en ligne à l'adresse <http://www.msvu.ca/socialeconomvatlantic/French/whatisF.asp>)

- les sites sur l'économie sociale des partenaires canadiens (p. ex. BC-Alberta Research Alliance on the Social Economy - BALTA, Centre canadien d'économie sociale).

Une recherche initiale des centres de l'Atlantique a été réalisée dans le but de réunir les données et les renseignements disponibles sur les publications et les rapports liés aux politiques, malgré le fait que peu d'information ait été accessible au moment de la collecte de données (voir l'[annexe F](#)). Après avoir discuté avec des collègues du BALTA qui réalisaient des travaux similaires, nous avons décidé de concentrer nos efforts sur la collecte de données et de documents gouvernementaux. Nous avons confié cette tâche à l'assistant à la recherche désigné qui a entrepris une analyse systématique des documents fédéraux, provinciaux et municipaux en vue de créer un tableur consultable. Cependant, une nouvelle analyse des liens stratégiques à l'échelle des centres sera effectuée en 2009 : *SES Research Network Policy Threads Inventory and Analysis*.

Nous avons également consulté de la documentation « grise ou parallèle », comme des rapports annuels ou des brochures publicitaires, des études et des exposés non publiés, ainsi que des communiqués de presse.

Aux fins de la collecte de données, les organismes d'économie sociale comprennent :

- les coopératives – entreprises commerciales (y compris les entreprises à répartition des bénéfices) et non commerciales (les entreprises qui ne font pas la répartition des bénéfices ou sans but lucratif), notamment les coopératives de consommateurs, les coopératives de travail et les coopératives multi-partenaires;
- les organismes de coordination ou les associations mutuelles, ainsi que les réseaux et les associations d'organisations;
- les agences de développement du secteur bénévole;
- les associations et les organisations bénévoles locales et régionales, ainsi que les organisations nationales pouvant être dotées de bureaux locaux;
- les groupes communautaires, d'entraide et de bénévolat;
- les clubs et les sociétés;
- les caisses populaires;
- les entreprises et les sociétés sociales.

L'inventaire de l'Alberta et de la Colombie-Britannique englobe les cadres réglementaires et législatifs, et les programmes découlant de ces cadres. Dans le même ordre d'idées, l'examen initial des politiques et des cadres stratégiques de l'Atlantique avait une portée assez vaste et générale qui a permis de consigner une gamme de lois et de règlements. Par la suite, les résultats ont été dépouillés et commentés en partie afin d'analyser et de classer les types de politiques, l'élaboration des politiques et l'engagement ou les possibilités d'engagement des organismes d'économie sociale à l'égard de certains enjeux. Cet examen appuie l'élaboration de critères d'appréciation plus rigoureux permettant de cibler des exemples de relations pertinentes entre le secteur et le gouvernement, les facteurs pouvant les influencer, et des exemples de possibilités de collaboration horizontale et d'alliances actives par opposition aux relations opérationnelles et transactionnelles, lesquelles sont souvent bilatérales, liées à des régimes de financement, à des travaux contractuels et à des accords sur les niveaux de service.

Il est important de noter ces dernières, puisqu'elles permettent de fournir l'information nécessaire à la conception et à la prestation de services, ainsi qu'à l'évaluation de la prestation de services par le gouvernement et des organismes d'économie sociale, à la définition de leurs responsabilités. Cependant, les relations pertinentes, telles que susmentionnées, incluent des processus de collaboration plus stratégiques qui reconnaissent les avantages de l'interdépendance entre les secteurs dans le but de résoudre des problèmes. Elles peuvent également faciliter les possibilités de co-construction et d'évaluation des politiques économiques et sociales et favoriser l'établissement de liens plus vastes avec des concepts comme l'inclusion sociale, le capital social et le renforcement des capacités des particuliers, des organismes d'économie sociale et des collectivités locales. Parmi les relations pertinentes aux échelons fédéral et provincial, notons la participation de plusieurs intervenants à l'élaboration de cadres et de modèles d'établissement de liens et de bonnes pratiques, notamment l'Accord (fédéral) et le Newfoundland and Labrador's Strategic Social Plan 2000-2004 (provincial).

Les politiques et l'élaboration des politiques sont généralement considérées comme étant la responsabilité des gouvernements, notamment en ce qui concerne les lois et les procédures régissant l'exploitation et le règlement d'organismes de services sociaux et aux particuliers, ainsi que des services fournis. Toutefois, si les politiques publiques et les processus liés à la création des politiques publiques et à la prise de décisions connexes visent à représenter le mieux les intérêts de tous les membres de la société, comme le laisse entendre Torjman (2005, p. 4), alors il convient de tenir compte également d'autres commentateurs sur les politiques publiques et les processus de prise de décisions. Pour ce faire, l'examen des politiques comprend aussi des sources non gouvernementales, comme des centres de recherche universitaire et non universitaire qui mettent l'accent sur les politiques sociales et publiques ainsi que sur des solutions de

rechange. Ces sources nous ont également permis de trouver d'autres analyses stratégiques (souvent liées à des thèmes particuliers) et références bibliographiques (par exemple : Abbot 2006; Bouchard et al, 2003; Daoust et al, 2003; Légère, 2005; Thompson, 2006).

QUE PEUT RÉVÉLER UN EXAMEN DES POLITIQUES?

Le processus d'examen nous a permis de relever un certain nombre d'éléments qui, une fois réunis, forment une évaluation initiale des lois et des programmes « en vigueur », et des nouveaux travaux et stratégies proposés par les différents ordres de gouvernement et pouvant servir à surveiller les progrès futurs. Il nous a également permis d'évaluer les engagements proactifs et/ou réactifs des intervenants du gouvernement et d'ailleurs à l'égard de l'élaboration de politiques. De plus, il nous a fourni un moyen d'évaluer les philosophies et les stratégies portant sur les activités réalisées dans les collectivités, qui ont été adoptées dans les plans et les énoncés des ministères (deuxième phase du présent projet de recherche).

La cartographie de l'élaboration des politiques jette la lumière sur les priorités en évolution et sur le langage utilisé par les gouvernements successifs dans le domaine de divers secteurs ou de l'économie sociale. Elle peut fournir un échancier pour l'acceptation et l'intégration des concepts – mettre fin à la marginalisation et adopter des conceptions généralement admises (notamment l'économie sociale, le capital social, les entreprises sociales, la philanthropie de risque et l'entrepreneuriat social). Elle fait également un lien avec la visibilité de certains secteurs – le bénévolat par opposition au secteur bénévole (rémunéré); le secteur de l'économie sociale en tant que secteur sans but lucratif dont les coopératives sont considérées comme des entités distinctes (les concepts « économie sociale » et « entreprise sociale » répondent à cette question dans une certaine mesure – surtout le premier concept). Ces observations sont également associées à la génération et au développement de secteurs dans différentes localités et compétences.

L'examen vise aussi à souligner les responsabilités ministérielles à l'égard de certains aspects de l'économie sociale et à évaluer l'uniformité des relations au sein d'un ordre de gouvernement et à l'échelle des gouvernements. L'absence d'un ministère central responsable des organismes d'économie sociale peut vouloir dire, par exemple, que les responsabilités sont partagées entre plusieurs compétences, ce qui peut entraîner l'absence d'un développement stratégique dans le domaine des relations entre le gouvernement et le secteur et du traitement des enjeux horizontaux qui ont une incidence sur plus d'un ministère et/ou ordre de gouvernement.

Il est possible que le ministère responsable de l'économie sociale à l'échelon fédéral ne soit pas le même à l'échelon provincial et qu'il puisse varier d'une province à l'autre. Par exemple, le Secrétariat aux coopératives, à l'échelon fédéral, relève d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. L'information sur l'enregistrement et le statut (identité) des coopératives au Nouveau-Brunswick se trouve sur le site d'Entreprises Canada, à la page consacrée au Nouveau-Brunswick (www.entreprisescanada.ca). Pour s'enregistrer, les coopératives doivent communiquer avec Services Nouveau-Brunswick et pour obtenir des renseignements sur des questions fiscales, elles peuvent communiquer avec Industrie Canada à Ottawa. À l'Île-du-Prince-Édouard, l'enregistrement d'une coopérative est effectué par l'inspecteur des coopératives, de la Division des services d'assurance et des services aux consommateurs et aux entreprises, du Bureau du procureur général à Charlottetown. À Terre-Neuve-et-Labrador, le registre des coopératives est accessible auprès du ministère des Services gouvernementaux (Division des enregistrements commerciaux). En Nouvelle-Écosse, l'enregistrement des entreprises sans but lucratif, des organisations caritatives provinciales et des coopératives se fait par le truchement du registre des sociétés de capitaux, accessible auprès de Services Nouvelle-Écosse et Relations avec les municipalités. Les coopératives peuvent aussi obtenir des conseils et des renseignements auprès de Services Nouvelle-Écosse et Relations avec les municipalités (inspecteur des coopératives, Direction des coopératives). La Nouvelle-Écosse est dotée d'un organisme responsable du développement des coopératives pour la province – le Nova Scotia Co-operative Council compte trois bureaux à l'échelle de la province (Truro, Sydney et Yarmouth). Le conseil est composé de représentants des coopératives de la province et le directeur du Développement communautaire et rural du ministère du Développement économique et rural est un membre d'office du conseil d'administration.

Dans le même ordre d'idées, les responsables de l'Initiative sur le secteur bénévole et communautaire : Participation du secteur à l'élaboration des politiques ministérielles (PSEPM), une initiative quinquennale extrêmement importante lancée par le gouvernement du Canada à l'an 2000 et représentant un investissement de plusieurs millions de dollars canadiens, ont souligné un certain nombre d'enjeux. En ce qui concerne les responsabilités et les mandats des ministères, le Groupe de travail sur le secteur bénévole, qui est chargé de superviser l'initiative, relevait initialement du Conseil privé avant d'être transféré à Patrimoine canadien, puis finalement à la nouvelle direction de Développement social Canada (Développement social Canada, 2004). Le fait d'assurer le suivi des initiatives stratégiques de cette façon permet de faire la lumière sur les succès remportés et les défis affrontés dans le cadre d'accords de collaboration.

L'examen de l'élaboration des programmes peut souligner le caractère volatil et changeant des environnements stratégiques. Par exemple, une importante série d'événements, commentés surtout par des

organismes sans but lucratif depuis l'imposition de compressions budgétaires significatives par le gouvernement au milieu des années 1990, peuvent être perçus comme des initiatives de financement et des programmes variés à court terme. Cela démontre une tendance à délaisser les programmes de financement et les subventions de base et à long terme en faveur de projets et de marchés à court terme (par exemple, le Programme de financement communautaire ÉcoAction – soit des projets d'au plus deux ans et des « initiatives » : l'Initiative canadienne sur le bénévolat (2001-2006, ICB Nouvelle-Écosse 2003-2006); l'Initiative de développement coopératif (2003-2009; le gouvernement tentera de reconduire l'initiative après cette période); le Fonds des collectivités innovatrices (initiative quinquennale). Ce dernier a contribué grandement au développement de nouvelles coopératives. Par exemple, l'Île-du-Prince-Édouard n'offre pas à l'heure actuelle de services de sages-femmes et ne prévoit pas établir un tel service à l'échelle de la province. L'Agence de développement coopératif a alors financé le Birth Options Research Network (un groupe dirigé par des bénévoles) pour qu'il réalise une étude préalable en vue de mettre sur pied un centre de naissance et une coopérative sur la santé de la femme dans la province (Womens Network PEI <http://www.wnpei.org/midwifery.html>).

Parmi les autres secteurs pouvant être identifiés, notons l'engagement à collaborer en partenariat ou l'engagement des particuliers, des associations et des collectivités (par le truchement de plans d'action, de règlements, de rapports annuels et d'énoncés financiers) à travailler en collaboration (par exemple, tables rondes et groupes de travail). Voici quelques exemples :

- Terre-Neuve-et-Labrador : la Violence Prevention Initiative du Women's Policy Office, relevant du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador : des partenaires communautaires ont créé un comité consultatif communautaire, participe, coordonne et/ou préside des comités régionaux de coordination et le Ministère entretient des relations avec une vaste gamme de partenaires communautaires.
- Nouveau-Brunswick : le Groupe d'étude du premier ministre sur le secteur communautaire sans but lucratif a lancé des séances de consultation en 2006 et publié son « Plan d'action » (le rapport Bradshaw, 2007). Ce rapport a mené à la création d'un Secrétariat pour les organismes communautaires sans but lucratif et de notes ministérielles.
- Nouvelle-Écosse : en 2008, le Volunteer Advisory Council de la Nouvelle-Écosse a été établi dans le but de réunir les membres d'organismes bénévoles et les représentants du gouvernement pour qu'ils élaborent des plans d'action visant à régler certains des problèmes clés qui touchent les bénévoles. Le conseil rencontrera quatre fois par année le ministre responsable du bénévolat.

- Île-du-Prince-Édouard : le Premier s Action Committee on Family Violence a été établi en 1995 pour une période de cinq ans et était composé de dix-huit représentants communautaires et de cinq représentants gouvernementaux. Le mandat du Committee a été renouvelé en 2001 pour cinq années supplémentaires.

OBSERVATIONS FINALES

Cette étape de la recherche a un lien direct avec les thèmes des projets du Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité : l'inventaire et l'examen des politiques. L'examen a permis de réunir plus de 300 politiques, programmes et documents stratégiques qui ont une incidence directe et indirecte sur le secteur et les organismes du secteur à l'échelle des quatre provinces. La majorité des données portent sur les relations transactionnelles entre le gouvernement et le secteur, ainsi que sur les liens généralisés et souvent bilatéraux entre les organismes et les ministères (par organisme ou par secteur de l'industrie). Toutefois, il existe des exemples de partenariat visant à examiner, à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies (élaboration conjointe de politiques) et un potentiel intéressant dans le domaine des délibérations, de la planification et de la conception (co-construction de politiques et de services). D'après cette partie initiale de la recherche, les niveaux de cohérence, de continuité et d'influence de ces relations sont encore inconnus et feront l'objet d'une étude dans la deuxième étape de la recherche.

La recherche a également généré plus de 350 références et ressources Web supplémentaires provenant de renseignements et de sites gouvernementaux et non gouvernementaux. Ces ressources faciliteront l'élaboration et l'application de cadres de classement fondés sur les objectifs principaux du Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité, c'est-à-dire renforcer les liens et les capacités. Le travail consiste à examiner les politiques et à se pencher sur les questions suivantes : favorisent-elles la collaboration ou la coopération intersectorielle; reconnaissent-elles l'interdépendance au sein d'une économie de soins, au chapitre de la prestation d'une gamme de services et de la réalisation d'activités de développement communautaire; fournissent-elles une tribune pour la coproduction, la co-construction (susmentionnée), la mise en œuvre et l'évaluation de politiques économiques et sociales.

Une liste des résultats découlant de cette étape de la recherche se trouve à l'annexe G.

RÉFÉRENCES

- Abbott, C. (2006) *Annotated Bibliography on the Social Economy (with special référence to communications)*, St John's, Terre-Neuve: Sir Wilfred Grenfell College/Université Memorial de Terre-Neuve.
- Brown, L (2005) *Atlantic Node Social Economy and Sustainability, SSHRC Proposai*, Halifax: Université Mount Saint Vincent
- Bouchard, M., Rondot, S., & de Kerstat, Y.-C. (2003). *Bibliographie annotée des publications en langue française sur les coopératives 1993-2003*, Cahier du CRISES, document de travail n° 0317. Montréal, Québec : CIRIEC Canada Cahier du CRISES.
- Bradford, N. (2005). *Place-based Public Policy: towards a new urban and community agenda for Canada*. Research Report F/51 Family Network. Ottawa : Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques.
- Bradshaw, C., Rickards, S., Landry, F., & Hutchins, R. (2007). *Un plan d'action : établir les fondements de l'autosuffisance*. Nouveau Brunswick, Ministère de Services familiaux et communautaires, Gouvernement du Nouveau-Brunswick.
- Caledon Institute (2007) *Community Stories: Leading to enable: government engagement in vibrant communities Saint John*, Ottawa: Caledon Institute of Social Policy
- Carter, S., Plewes, B., & Echenberg, H. (2005). *Civil Society and Public Policy: a directory of non- profit organisations engagea in public policy*. Projet financé par la Muttart Foundation, la McConnell Family Foundation, la Maytree Foundation et la Walter & Duncan Gordon Foundation.
- Coleman, W.D. (2004) Policy Networks in *Encyclopaedia of the Social & Behavioural Sciences, 2004, Pages pp 11608-11613*
- Daoust, A., Fairburn, B., Carol, S., Bouchard, M., Champagne, M., & MacPherson, I. (2003/ *Co- operative Research Inventory Annotated Bibliography*. Saskatoon : Centre for Co- operative Studies, Université de la Saskatchewan.
- Infanti, J. (2003). *An Inventory of Provincial and Territorial Government Support to Community Economic development in Canada*, Victoria, BC: CCEDNET.
- Légère, I. (2005). *L'émergence et la diffusion de la nouvelle économie sociale dans la Péninsule acadienne : bibliographie*. Montréal : Université Laval.
- Lévesque, B., & Mendell, M. (2004). *772e Social Economy: diverse approaches and practices. Proposal for a new CURA on the Social Economy*. Document de travail du président CRSH, Montréal : UQAM et Université Concordia

- Neamtan, N., & Downing, R. (2005) *Social Economy and Community Economic development in Canada: next steps for public policy - Issues Paper* Chantier de l'économie sociale, Réseau canadien de développement économique de la communauté (RCDEC) et l'Alliance Recherche Universités-Communautés en économie sociale (ARUC-ES), Document téléchargeable à l'adresse : http://tidescanada.org/wp-content/uploads/files/causeway/Social_Economgy.pdf
- PRP. (2005) *Ce qu'il faut savoir sur l'économie sociale : un guide pour la recherche en politiques publiques*. Téléchargé le 28 mars 2008 à l'adresse : http://policyresearch.gc.ca/doclib/Soc_Eco_Guide_F.pdf
- Rowe, P. (2006) *772e Nonprofit and Voluntary Sector in Atlantic Canada: régional highlights from the National Survey of Nonprofit and Voluntary Organizations*. Toronto : Imagine Canada.
- Développement Social Canada. (2004). *Évaluation de la Participation du secteur à l'élaboration des politiques ministérielles (PSEPM) : rapport final préparé par la Direction générale de l'évaluation et de la vérification*. Ottawa, Développement social Canada (maintenant RHDCC).
- Thompson, M. (2006). *A New Brunswick Public Policy Summit Addressing Inequities with a Focus on Action: annotated bibliography of the web-based resource scan*. Fredericton, Nouveau-Brunswick : Policy Link N.B.
- Torjman, S. (2005). *What is Policy?* Ottawa : Caledon Institute of Social Policy.
- Initiative sur le secteur bénévole et communautaire (2003) *Participation à l'élaboration des politiques du gouvernement fédéral*, Ottawa, Groupe de travail sur le secteur bénévole

Annexe A

Une typologie de base des relations liées à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques

Le classement ci-après cible les types et les caractéristiques des relations relevées dans la pratique, les secteurs qui contribuent à l'établissement, à la préservation ou au renouvellement de ces relations et qui les appuient, et fourni des exemples tirés de la documentation et de la pratique (acteurs, procédés et structures). Nota : ES = économie sociale

Type	Facteurs	Acteurs	Procédés et structures
Relations bilatérales et transactionnelles	<p>Ces relations répondent à des besoins particuliers du gouvernement et des secteurs sans but lucratif et de l'ES : il s'agit souvent des relations entre un organisme d'ES et un ministère, ou entre un secteur (p. ex. les programmes d'hébergement de transition) et un ministère (p. ex. ministère des Services communautaires de la Nouvelle-Écosse).</p> <p>Contexte : cadres de financement, évaluation des services, responsabilisation</p> <p>Niveau de relations : relations habituellement unidirectionnelles (gouvernement - organisme d'économie sociale); possibilités, à l'occasion, de formuler des commentaires; renseignements et affectation des ressources : information, consultation et même des relations conciliantes (p. ex. compressions budgétaires).</p> <p>Mots connexes : Valeur ajoutée, valorisation, responsabilisation, transparence, meilleur rapport qualité-prix, qualité et responsabilisation, gestion axée sur les résultats, évaluation des résultats, résultats fondés sur des preuves, durabilité, renforcement des capacités (financement, emploi).</p>	<p>Relations entre le secteur et les principaux intervenants, notamment : services communautaires, santé publique, privatisation des services publics</p> <p>Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volunteer BC • Calgary Chamber of Voluntary Organizations 	<p>Marchés</p> <p>Accords sur les niveaux de service</p> <p>Appel d'offres et accords de mise en service</p> <p>Examen et réseaux de partenaires (secteur particulier)</p> <p>Réunions thématiques (p. ex. modifications des marchés, financement, approvisionnement)</p>
Préoccupations à l'égard d'un enjeu unique	<p>Vastes et étroites consultations, engagement et relations dans le domaine, notamment, du bénévolat, de la garde d'enfants, des déficiences, des services aux aînés, des troubles d'apprentissage, des</p>	<p>Organismes axés sur les services aux particuliers,</p>	<p>Réseaux et tribunes d'intérêt; planification de scénarios; planification</p>

Type	Facteurs	Acteurs	Procédés et structures
(bilatérales, coalitions d'intérêts et mouvements sociaux)	<p>services de lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme, de la santé mentale; amélioration des services. Il s'agit souvent d'un seul secteur et d'un ou plusieurs ministères.</p> <p>Contexte : répercussions stratégiques, régimes financiers, plan d'action et élaboration de stratégies.</p> <p>Niveau de relations : consultation, négociation, défense des intérêts; possibilités de créer des alliances actives et de travailler en collaboration dans certains cas.</p> <p>Mots connexes : Inclusion, collaboration, consultation, engagement, collectivités marginalisées, corriger les inégalités.</p>	<p>communautaires, sociaux et de santé; organismes à vocation environnementale; groupes d'intérêt et communautaires (p. ex. organismes de défense des droits des Autochtones); fondations de recherche; organisations nationales à vocation unique (p. ex. Société de l'arthrite) Par exemple : Canadian Policy Research Network Inc. (susmentionné)</p>	<p>d'activités réelles (certains procédés et structures peuvent chevaucher ceux applicables aux relations pertinentes ou avoir un lien avec ceux-ci); ententes de prestation de services Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alberta : atelier sur la planification de scénarios • C.-B. : l'avenir du secteur bénévole en C.-B. – bénévole et bénévolat • Nouvelle-Écosse : étude sur les relations entre le gouvernement et les organismes sans but lucratif – services communautaires/ services aux adultes ayant une déficience intellectuelle (College of Continuing Education, Université de Dalhousie)
Relations pertinentes ou alliances actives (souvent	<p>Thèmes à facettes multiples et relations horizontales – nécessité de « collaborer » dans le but de réfléchir et de résoudre des problèmes.</p> <p>Contexte : relations façonnées par de vastes préoccupations de la</p>	Organisations du Conseil économique des provinces de l'Atlantique et	Cadres (p. ex. Compact, Accord Examen des politiques gouvernementales à

Type	Facteurs	Acteurs	Procédés et structures
plurilatérales : secteurs public, privé et sans but lucratif; différents ordres de gouvernement)	<p>société civile, économie mixte de soins, régénération et participation des intervenants; accent tardif sur l'économie sociale et l'entreprise sociale; ces relations peuvent avoir une approche descendante (c.-à-d. les exigences du gouvernement fédéral sont appliquées aux ministères provinciaux).</p> <p>Niveau de relations : collaboration, alliance active et partenariat, relations axées sur les solutions, peuvent mener à la délégation des responsabilités à des partenaires participants.</p> <p>Mots connexes : Régénération, collectivités actives, collectivités vibrantes; durabilité, capital social; déficit démocratique, troisième voie; promotion d'un secteur « indépendant »; renforcement des capacités; examen; participation active des citoyens; gestion locale des services; collectivités saines; qualité de vie; troisième secteur; troisième pilier; modernisation de la prestation des services publics</p>	<p>d'économie sociale (p. ex. agences nationales et locales de développement); organismes de développement rural; ordres professionnels sans but lucratif</p> <p>Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alberta Nonprofit and Voluntary Sector Initiative (ANVSI) – provincial : conseil proposé de l'ANVSI (les membres comprendront l'ECVO et la CCVO) et des représentants du ministère responsable • BC Social Economy Round table (œuvrant dans les trois domaines) • PolicyLink NB • T.-N.-L. : Community 	<p>l'échelon central et local</p> <p>Partenariats stratégiques</p> <p>Groupes de travail et groupes d'experts sur les politiques</p> <p>Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • C.-B. : Building Bridges (Singer/Centre for Non-Profit Management) • Alberta : raison justifiant la conclusion d'un accord-cadre entre le gouvernement et le secteur bénévole

Type	Facteurs	Acteurs	Procédés et structures
		<p data-bbox="1402 280 1623 313">Services Council</p> <p data-bbox="1352 350 1640 571">Également à l'échelle locale pour faciliter la gestion locale des services et la constitution d'un patrimoine collectif.</p>	

Bases de données et ressources Web

Bibliothèques

Bases de données bibliographiques

Examen des revues pertinentes

Sources gouvernementales

Sources communautaires et non gouvernementales

Sources des instituts de recherche

Moteurs de recherche

www.google.com

www.scholar.google.com

Exemple de mots clés utilisés pour la recherche

Politique publique	Économie sociale	Capital social	Partenariats
Provincial	Mouvements sociaux	Équité et iniquité	Consultation
Fédéral	Organisations et	Justice sociale	Collaboration
Municipal	entreprises à vocation	Réseaux	Plurisectoriel
Régional	sociale	communautaires	
Urbain	Coopératives	Initiatives	
Rural	Sans but lucratif	communautaires	
Aide sociale	Secteur de l'économie	Participation de la	
Collectivités	sociale	collectivité	
vibrantes	Régénération		
	Développement social et		
	économique		
	Développement		
	communautaire		
	Collectivités durables		
Méthodes de recherche			

Annexe C

Mots clés facilitant l'identification, le classement et la recherche de politiques

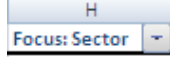
Le logiciel Excel a été utilisé pour sauvegarder l'information recueillie puisqu'il s'agit d'une plate-forme qui peut être transférée dans un autre logiciel (p. ex. Access ou d'autres bases de données) ou d'une base pour des outils Web (p. ex. un wiki). Une seule feuille de travail a été utilisée pour consigner l'information. Nous nous sommes servis d'un système de recherche et de filtrage de base pour « limiter » ou « élargir » la portée de la recherche, ou pour trier l'information dans des ensembles particuliers de données (p. ex. par province). Le filtre de données fonctionne de la même façon qu'une barre d'outils Web, c'est-à-dire qu'il est muni d'un menu déroulant indiquant toutes les clés de recherche actuelles. Par conséquent, d'autres clés de recherche (au lieu de feuilles de travail additionnelles) peuvent être ajoutées au fur et à mesure que les données sont recueillies.

Champs de classification et répartition des renseignements sur les catégories dans chaque champ.

Identificateur	Détails sur le document	Année	Source	Compétence	Document	Domaine d'intérêt	Domaine d'intérêt	Extraction
	Titre/nom	Date de publication	Auteur	Ordre de gouvernement ou région	Type	Domaine fonctionnel	Secteur	Emplacement
N° ou code du document								
			Organisme	Fédéral	Rapport annuel	Autochtone	Bilatéral (p. ex. accord sur les niveaux de service)	Endnotes
			Ministère	Canada	Travaux d'un congrès	Développement des capacités	Organisations caritatives, petites	Copie papier
			Particulier	Provincial	Rapport de conférence	Enfants et jeunes	Organisations caritatives, grandes	PDF
			Organisation	Atlantique	Consultation	Participation de la communauté	Organisations caritatives, rurales	URL (p. ex. renseignements sur un site Web)
			Réseau sectoriel	Maritimes	Répertoire	Développement économique	Coopérative à but lucratif	Document Word
				Nouveau-Brunswick	Document de discussion	Services aux aînés	Coopérative sans but lucratif	
				Terre-Neuve-et-Labrador	Évaluation	Services confessionnels	Coopératives	
				Nouvelle-Écosse	Document de travail	Finances	Sociétés sans capital social	
				Île-du-Prince-Édouard	Document de réflexion	Premières nations	Caisses populaires	
				Municipalité	Loi	Sécurité et salubrité alimentaire	Plurisectoriel (partenariats)	
				HRM	Manifeste	Subventions	Gouvernement (intraministériel)	
				Autres provinces	Examen des politiques	Santé	Entreprise privée	
				Alberta	Programme	Logement	Secteur public	
				Colombie-Britannique	Règlement	Capital humain (formation, perfectionnement, leadership)	Économie sociale	
				Manitoba	Rapport	Immigration	Entreprise sociale	
				Ontario	Monographie	Cadre légal (p. ex. définition, enregistrement, constitution en personne morale)	Secteur bénévole et communautaire	
				Québec	Liste de ressources	Cadre d'un programme (p. ex. financement, programme de financement)	Bénévole	

				Saskatchewan	Accord sur les niveaux de service, marché de service	Fonds consacrés à un projet	Établissement d'enseignement	
				Territoires du Nord-Ouest	Page Web	Développement régional		
				Nunavut	Site Web	Cadre réglementaire (p. ex. impôt, établissement de rapports)		
				International	Livre blanc	Établissement de relations		
				Europe		Rural		
				R.-U.		Capital social		
				É.-U.		Développement social		
						Soutien technique		
						Aide financière		
						Exploitation agricole		
						Acadien, francophone		
						Soins de santé		
						Éducation		
						Environnement		

L'image ci-après constitue un exemple concret de la feuille de travail consacrée à l'inventaire des politiques. Elle montre un extrait des entrées (plus de 300) organisées en ordre alphabétique (veuillez noter que l'exemple ci-dessous ne renferme pas toutes les entrées A à C)

en dessous des titres de colonnes. Chaque titre est doté d'une petite flèche à la droite  qui permet d'effectuer une recherche et un filtrage de base. Le triangle rouge dans le coin de la colonne intitulée « détails sur le document » indique la présence d'un « commentaire », qui fournit de brèves précisions sur le document et sa pertinence. Dans le bas de l'image, une case de commentaires ouverte est affichée sous la forme d'une zone de texte bleue.

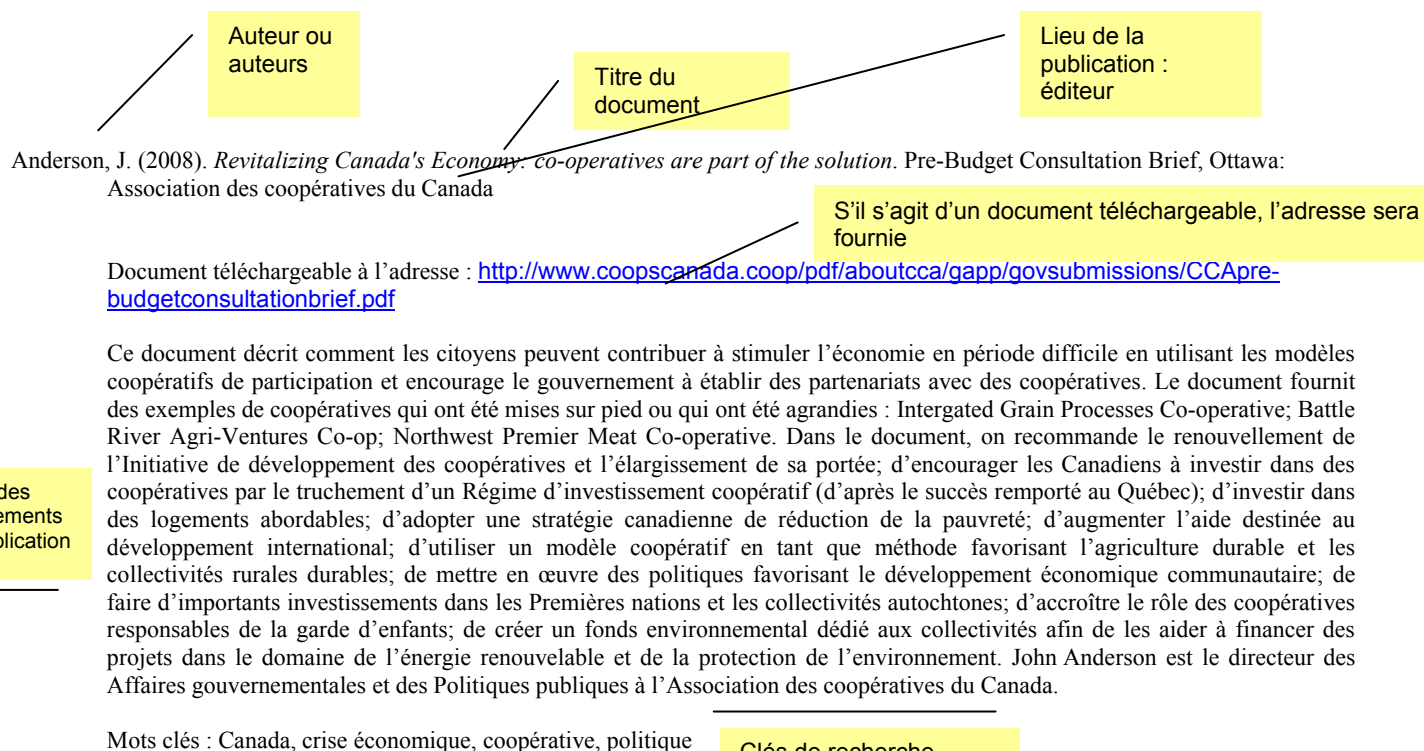
Ident.	Détails sur le document	Année	Source	Compétence	Type de document	Domaine d'intérêt : fonctionnel	Domaine d'intérêt : secteur	Extraction	Remarques
212	Programme de subventions du Secrétariat des affaires autochtones	2008	Secrétariat des affaires autochtones	Nouveau-Brunswick	Subvention	Autochtones, Premières nations, Développement social	Premières nations, Autochtones, sans but lucratif	URL	En date du 27 octobre 2008 http://app.info...
	<i>Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique</i>	1988	Agence de promotion économique du Canada atlantique	Canada atlantique	Loi	Développement économique	Privé, communautaire, coopératives	URL, Endnotes	En date du 27 octobre 2008 http://www...
	Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire	2004	Agriculture et Agroalimentaire Canada	Fédéral, Canada	Programme	Exploitation agricole, Développement économique	Coopératives, sans but lucratif, économie sociale, entreprise privée	URL	Mars 2009 : propositions visant à prolonger ... http://www...
66	<i>Advisory Council on the Status of Women Act</i>	1989	Conseil consultatif sur la condition féminine	Nouvelle-Écosse	Loi	Développement social, femme	Gouvernement, public, privé, communautaire	URL	En date du 27 octobre 2008 http://www...
124	<i>Loi créant le Conseil consultatif sur la condition de la femme</i>	1975	Condition de la femme	Nouveau-Brunswick	Loi	Développement social, femme	Gouvernement, public, privé, communautaire	URL	En date du 27 octobre 2008 http://www...
194	Programme de logement locatif abordable	S.O.	Ministère du Développement social	Nouveau-Brunswick	Programme	Logement, aide financière, développement social	Économie sociale, sans but lucratif, coopératives	URL	En date du 27 octobre 2008 http://www...
	Rapport annuel 2007	2007	Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail	Nouveau-Brunswick	Rapport annuel	Éducation, personnes handicapées	Secteur public	URL	http://www...
329	Rapport annuel 2007-2008	2008	Ministère des Ressources humaines, du Travail et de l'Emploi	Terre-Neuve-et-Labrador	Rapport annuel	Développement économique, emploi	Gouvernement	URL	En date du 27 octobre 2008 http://www...
	Rapport annuel 2007-2008	2008-2009	Secrétariat des affaires autochtones	Nouveau-Brunswick	Stratégie, rapport annuel	Développement économique et social	Premières nations, Autochtones	URL	En date du 27 octobre 2008 http://www...
211	Un plan d'action	2006	Secrétariat pour les organismes communautaires sans but lucratif	Nouveau-Brunswick	Plan d'action	Développement social, cadre du programme	Économie sociale, coopératives sans but lucratif	URL, Endnotes	En date du 27 octobre 2008 http://www...
331	Discours sur le budget – 2008	2008	Executive Council Finance	Terre-Neuve-et-Labrador	Finances	Interministériel, développement économique	Gouvernement, bénévole et communautaire	URL	En date du 27 octobre 2008 http://www...
260	<i>Buildings Accessibility Act</i>	1992	Ministère des Services gouvernementaux	Terre-Neuve-et-Labrador	Loi	Personnes handicapées	Secteur public	URL	En date du 27 octobre 2008 http://www...
306	Business and Market Development Program	S.O.	Ministère de l'Innovation, du Commerce et du Développement rural	Terre-Neuve-et-Labrador	Programme	Développement économique, soutien technique	Petite entreprise, entreprise sociale, coopératives	URL	En date du 27 octobre 2008 http://www...
213	Programme de développement des entreprises	S.O.	Ministère de l'Innovation et de l'Enseignement supérieur	Île-du-Prince-Édouard	Programme	Développement économique, aide financière	Secteur privé, économie sociale, coopératives sans but lucratif	URL	Prolongé jusqu'en 2009 http://www...
1	<i>Loi canadienne sur les coopératives</i>	1999	Ministère de la Justice	Fédéral, Canada	Loi	Cadre légal	Coopératives	URL, Endnotes	En date du 27 octobre 2008 http://www...
308	Community Capacity Building	S.O.	Ministère de l'Innovation, du Commerce et du Développement	Terre-Neuve-et-Labrador	Programme	Développement économique	Économie sociale, organisme communautaire	URL	En date du 27 octobre 2008 http://www...

			rural								En date du 27 octobre 2008	http://www...
	Community Development Policy Implementation Program		Ministère du Développement économique et rural									http://www...
104	Community Economic Development Investment Funds	1990	Ministère du Développement économique	Nouvelle-Écosse	Programme	Développement économique, développement régional	Économie sociale, bénévole et communautaire	URL, Endnotes			En date du 27 octobre 2008	http://www...
163	Programme de développement économique communautaire	S.O.	Entreprises Nouveau-Brunswick	Nouveau-Brunswick	Programme	Développement économique, développement des capacités	Économie sociale, secteur public, secteur privé, municipalités	URL, Endnotes			En date du 27 octobre 2008	http://www...
132	<i>Loi sur les associations coopératives</i>	1978	Ministère de la Justice et de la Consommation	Nouveau-Brunswick	Loi	Cadre légal	Secteur public	URL, Endnotes			En date du mois de mars 2008; prolongé	http://www...
	<i>Co-operative Associations Act (révisée)</i>	2001		Nouvelle-Écosse	Loi	Cadre légal	Coopératives	URL			En date du 27 octobre 2008	http://www...
133	<i>Règlement sur les associations coopératives</i>	1982	Ministère de la Justice et de la Consommation	Nouveau-Brunswick	Règlement	Cadre légal	Secteur public	URL, Endnotes			En date du 27 octobre 2008	http://www...
3	<i>Loi sur les associations coopératives de crédit</i>	1991	Ministère de la Justice	Fédéral, Canada	Loi	Cadre légal	Associations coopératives de crédit	URL, Endnotes			En date du 27 octobre 2008	http://www...
307	Co-operative Development	2005	Ministère de l'Innovation, du Commerce et du Développement rural	Terre-Neuve-et-Labrador	Programme	Développement économique et rural	Économie sociale, coopératives	URL, Endnotes				http://www...
	Initiative de développement des coopératives	2003	Secrétariat aux coopératives	Fédéral, Canada	Programme	Aide financière, soutien technique	Gouvernement, coopératives, économie sociale	URL, Endnotes			En date du 27 octobre 2008	http://www...
93	Co-operative Housing and Non-Profit Housing	S.O.	Ministère des Services communautaires	Nouvelle-Écosse	Programme	Logement	Coopératives, économie sociale	URL, Endnotes			En date du 27 octobre 2008	http://www...
	Co-operative Perspectives for the 2008 Federal Elections	2008	Association des coopératives du Canada	Fédéral, Canada	Programme, manifeste	Développement des capacités, développement économique	Coopératives, économie sociale	URL, Endnotes			En date du 27 octobre 2008	http://www...
267	<i>Co-operatives Act</i>	1998	Ministère des Services gouvernementaux	Terre-Neuve-et-Labrador	Loi	Développement social	Secteur public	URL, Endnotes			En date du 27 octobre 2008	http://www...
243	<i>Co-operatives Associations Act</i>	1976	Bureau du procureur général	Île-du-Prince-Édouard	Loi	Cadre légal	Coopératives	URL, Endnotes				http://www...
	<i>Loi sur les caisses populaires</i>	1994	Procureur général	Nouveau-Brunswick	Loi	Cadre légal	Caisses populaires	URL			En date du 27 octobre 2008	http://www...
	CUDG Business Plan 2008-2010	2008						URL, Endnotes			En date du 27 octobre 2008	http://www...
120	Cultural Activities Program	S.O.						URL, Endnotes			En date du 27 octobre 2008	http://www...
121	Cultural Industry Growth Program	S.O.						URL, Endnotes				http://www...

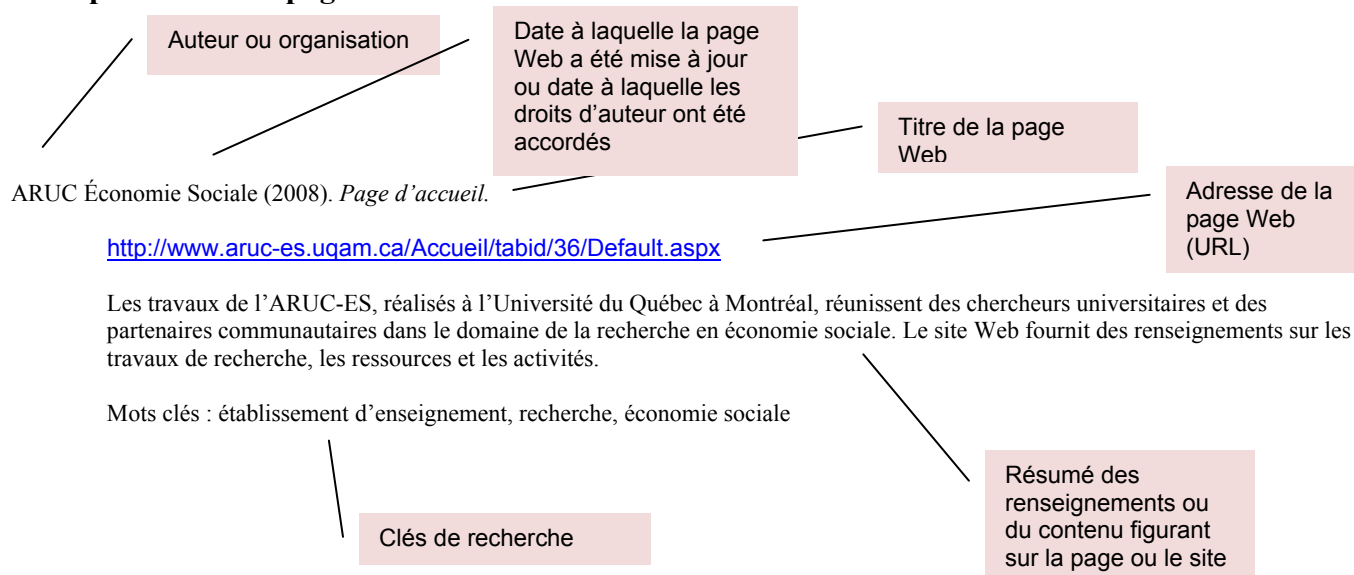
Le CUDG est une société d'État qui relève du ministre des Services gouvernementaux, lequel est responsable, à Terre-Neuve-et-Labrador, de la réglementation des caisses populaires. Ce rapport a été préparé à la suite de l'adoption de la *Transparency and Accountability Act* en 2004. La mission du CUDG est de mettre en place d'ici 2010 des systèmes améliorés facilitant la conformité des caisses populaires aux pratiques commerciales loyales en améliorant la gouvernance des caisses populaires, en adoptant une nouvelle loi et un nouveau règlement sur les caisses populaires, et en offrant des séances d'information aux directeurs et à la direction des caisses populaires.

Les deux exemples ci-après montrent le format utilisé et précisent les renseignements disponibles pour chaque entrée.

Exemple 1 : documentation



Exemple 2 : Sites et pages Web



Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité – Projets de recherche des sous-centres liés aux répercussions sur les politiques sociales et publiques.

La couleur bleue de la cellule indique que l'analyse des politiques (en italique) a été réalisée dans le sous-centre 1. Les titres de projets en gras montrent qu'il s'agit de liens plus élargis et structurés d'élaboration de politiques, plutôt que de questions distinctes ou de thèmes liés à des questions précises.

Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité – Centre de l'Atlantique	
Projets de recherche des sous-centres liés aux répercussions sur les politiques sociales et publiques	
<p>« Les organismes d'économie sociale, enracinés dans les communautés locales et indépendants du gouvernement, sont démocratiques et/ou participatifs; ils font appel à des sources de types variés au sein d'une entité de propriété sociale et établissent les priorités des objectifs sociaux et des valeurs sociales. Bien qu'ils aient parfois pour intention de réaliser des profits, ils le font dans un contexte qui considère le profit comme un moyen d'atteindre des buts sociaux et non pas comme un moyen de créer la richesse personnelle. Ils s'appuient parfois sur le travail d'employés bénévoles et/ou sur le travail d'employés rémunérés. L'économie sociale est caractérisée par des initiatives mutuelles d'auto-assistance et par des initiatives qui visent à répondre aux besoins des membres désavantagés de la société. »</p> <p align="right">(L. Brown, Université Mount Saint Vincent, 2008)</p>	
<p>Sous-centre 1 : Cartographie et analyse des politiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Enquête auprès de coopératives et de caisses populaires (Nouveau-Brunswick) – Contribuer à l'économie régionale et orienter les politiques publiques sur le développement économique et communautaire régional. <ul style="list-style-type: none"> ○ Il faut établir un profil provisoire de l'analyse de 296 organisations. ○ On doit reconnaître que les coopératives jouent un rôle important au chapitre de l'économie sociale dans le Canada Atlantique. ○ Les lois, les politiques et les règlements du gouvernement doivent tenir compte des réalités et des cultures des coopératives. • Pêcher pour l'avenir – Étude de cas sur le Coastal Communities Network of Nova Scotia. • Les politiques gouvernementales à l'appui des organismes communautaires de gestion viable des groupes de bassins versants : analyses des politiques et recommandations. • Contribution de l'ancienne et de la nouvelle économie sociale au développement de la communauté d'organismes communautaires au Nouveau-Brunswick. • <i>Politiques favorisant le renforcement des liens et des capacités entre</i>

	<p><i>le gouvernement et le secteur de l'économie sociale dans le Canada atlantique : étape préliminaire de l'analyse et de l'évaluation des politiques publiques à l'échelle de la région de l'Atlantique.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Inventaire des politiques et des programmes aux échelons fédéral, provincial (quatre provinces de l'Atlantique) et municipal (base de données et rapport).</i> ○ <i>Analyse des liens entre les politiques des sous-centres.</i> ○ <i>Établissement d'une bibliographie commentée à partir de la documentation sur les politiques, le capital social, l'économie sociale liée aux relations entre les collectivités et le gouvernement, l'influence des politiques ainsi que les structures et les cadres de celles-ci.</i> ○ <i>Documents de travail (à confirmer).</i>
<p>Sous-centre 2 : Inclusion et autonomisation dans l'économie sociale</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Examen visant les groupes marginalisés à l'Île-du-Prince-Édouard. <ul style="list-style-type: none"> ● Jeunes : Étude de cas, renforcement de l'identité. ● Violence en milieu familial – Améliorer les services offerts. ● Femmes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Entrepreneuriat des femmes en milieu rural (étude de cas d'une coopérative existante); ○ Droits des parents – Politique sur les prestations de maternité et les prestations parentales : un rapport sommaire présente un aperçu des iniquités relatives à ces prestations octroyées au titre de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>. On y recommande de prendre des mesures concernant l'admissibilité aux prestations, la flexibilité, la durée et le montant de celles-ci, la sécurité d'emploi ainsi que l'accès à l'information. Le gouvernement fédéral doit : <ul style="list-style-type: none"> ▪ élargir l'admissibilité aux prestations de maternité et aux prestations parentales en modifiant les exigences à ce chapitre; ▪ offrir un éventail d'options souples tenant compte de la nature changeante des consommateurs, des entreprises et des familles; ▪ éliminer la période d'attente de deux semaines et ajouter deux autres semaines de congé de maternité payé; ▪ améliorer le remplacement du salaire par les prestations de maternité et les prestations parentales en augmentant le montant des prestations hebdomadaires, le maximum de la rémunération assurable, le taux de supplément au revenu familial ainsi que le seuil de faible revenu; ▪ entamer des consultations auprès des provinces et des territoires en vue d'établir des normes nationales en matière de sécurité d'emploi pour

	<p>les congés de maternité et les congés parentaux;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ s'assurer que des conseillers pour les prestataires possédant une expertise en prestations de maternité et en prestations parentales sont disponibles à l'échelle des bureaux désignés du gouvernement fédéral; ▪ réaliser des recherches et des analyses comparatives entre les sexes portant sur un ensemble de modèles de soins dans le but d'établir une stratégie nationale sur la prestation de soins qui répond aux besoins de toutes les familles canadiennes. <ul style="list-style-type: none"> • Site « Community accounts » financé par une infrastructure gouvernementale – Mesure de la qualité de vie (Terre-Neuve-et-Labrador) <ul style="list-style-type: none"> ○ Par le biais de sondages, recueillir des renseignements sur ce qu'on entend par « qualité de vie ». ○ Communiquer des renseignements et d'autres statistiques aux collectivités. ○ Permettre aux collectivités de prendre des décisions éclairées et d'avoir une influence sur les processus d'élaboration de politiques. • Immigrants <ul style="list-style-type: none"> ○ Expérience des immigrants chinois – Rapport visant à informer les services d'immigration : effectuer de nouveau le sondage de 1991 sur les relations interraciales à l'Île-du-Prince-Édouard; élaborer des programmes à l'intention des jeunes immigrants; commencer à recueillir des données sur l'immigration de la région; réaliser une recherche longitudinale. ○ Professionnels de la santé immigrants – Accès à l'emploi. • Adultes ayant des difficultés d'apprentissage – Rapport présenté à la Prince Edward Island Literacy Alliance : <ul style="list-style-type: none"> ○ Informer les professeurs universitaires au sujet des difficultés d'apprentissage. ○ Connaître les répercussions de la Charte canadienne des droits et libertés sur le monde universitaire. ○ Dégager les difficultés d'apprentissage plus tôt de la maternelle à la 12^e année. ○ Offrir des activités d'accommodation au début du cheminement scolaire et documenter ces activités. ○ Mettre au point des services d'accès dans toutes les universités afin de fournir des services uniformes conformément aux lignes directrices nationales. ○ Offrir aux étudiants des services appropriés de consultation, de mentorat, de jumelage et d'orientation
--	---

professionnelle.

- **Portée des mesures de soutien – Déterminer les répercussions des politiques et des programmes du gouvernement sur l'économie sociale (Rapport Wynne)**

- Il faut mettre l'accent sur le cadre de financement et de politique.
- Des fonds instables et inadéquats créent un climat axé sur les compressions budgétaires et modifient les priorités gouvernementales.
- Des organisations de l'économie sociale ont l'impression d'avoir peu d'influence sur le processus d'élaboration des politiques publiques, en particulier à l'échelon fédéral.

Il faut :

- réorienter les critères de financement et les politiques publiques en fonction des besoins des gens dont les intérêts sont servis par l'économie sociale;
- élaborer des programmes de financement stables;
- améliorer et simplifier les processus de communication ainsi qu'établir une infrastructure institutionnelle;
- responsabiliser tous les intervenants participant à la prestation de programmes sociaux;
- offrir des possibilités de réseautage dans le but de favoriser un sentiment d'appartenance à la communauté et « d'appartenance à l'île »;
- établir des partenariats et des initiatives de collaboration entre des organisations sociales, le gouvernement et des collectivités aux fins de résolution de problèmes;
- reconnaître que les organisations de l'économie sociale doivent participer de façon continue à l'élaboration de politiques.

- **Commerce loyal – Pratiques commerciales loyales – Mobilisation de la communauté (programme pilote à l'Île-du-Prince-Édouard)**

- Mettre au point un modèle qui peut être reproduit ailleurs au Canada.
- Élaborer des stratégies visant à régler la question de la sécurité alimentaire : cuisines communautaires, autres initiatives dirigées par la communauté, marchés en plein air.
- Manque de ressources pour l'organisation et l'élaboration d'initiatives.
- La réglementation semble favoriser les intérêts des entreprises au détriment des intérêts des collectivités locales.
- Il faut élaborer des politiques favorisant l'adoption de pratiques commerciales loyales à l'égard des aliments.

	<ul style="list-style-type: none"> ○ On doit adopter une approche nationale en matière de commerce loyal (États-Unis) reconnaissant les droits des agriculteurs de produire des aliments de façon durable et établissant des structures justes liées à la production et à la distribution d'aliments ainsi qu'à l'accessibilité de l'approvisionnement alimentaire.
Sous-centre 3 : Sécurité alimentaire et DEC	<ul style="list-style-type: none"> • Programme des paniers d'alimentation – Évaluation et recommandations en vue d'accroître la portée du programme, lequel vise de prime abord les femmes enceintes et les mères qui font face à des obstacles tels qu'un faible revenu. Le programme est conforme aux politiques et aux stratégies de promotion de la santé. • Sécurité alimentaire – Comtés d'Annapolis, de Kings et de Hants – Recommandations en matière de politique.
Sous-centre 4 : Mobilisation pour les ressources naturelles et les moyens de subsistance	<ul style="list-style-type: none"> • Foresterie (Nouveau-Brunswick); • Agriculture; • Aquaculture; • Herbes et plantes médicinales – Risques liés aux changements climatiques; • Coopératives Mi'Kmaq.
Sous-centre 5 : Financement et mesure du rendement dans l'économie sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer les organisations de l'économie sociale (étude de cas sur une école indépendante – tableau de bord équilibré). • Élaboration d'un outil de diagnostic et d'évaluation. • Octroyer un financement aux organisations de l'économie sociale (répercussions des politiques). • Réaliser une étude de cas sur la coopérative de l'île Fogo. • Dresser le bilan des coopératives selon des principes comptables généralement reconnus. • Évaluer les différences entre les coopératives.
Sous-centre 6 : Pratiques et outils de communication	<ul style="list-style-type: none"> • Communautés Web et ressources en libre accès.

Résultats de la première étape (Examen des politiques)

Voici une liste de publications, de documents de travail et de documents de discussion produits dans le cadre des recherches liées à l'examen des politiques. Cette liste ne comprend aucun rapport sur le déroulement du projet ou sur les réunions d'équipe.

Deliberation, Design, Development, Delivery: identifying avenues for policy dialogue between government and social economy organizations: initial findings from Atlantic Canada – Document portant principalement sur la catégorisation et la typologie des accords entre le gouvernement et les organisations de l'économie sociale (co-production et co-construction).

Discovering the 'public' in public policy: identifying policies and frameworks that support development and engagement of social economy organizations in Atlantic Canada – Présentation de certains des résultats initiaux de l'analyse qui laissent présager la mise en place de mécanismes positifs de participation. Ces résultats pourraient être étoffés par le biais de recherches approfondies et lors de la deuxième partie de la recherche en matière de politiques).

In Search of... – Ensemble de courts documents de travail portant sur les limites, la portée et les définitions relatives aux politiques, au capital social et à l'économie sociale.

Mutual (Mis)Understandings: exploring the boundaries of social economy activity in Atlantic Canada – Document fondé sur les documents de travail susmentionnés et tenant compte de la diversité des initiatives établies en un même endroit et dirigées par des collectivités ou des membres.

Inventaire des politiques – Liste partiellement commentée de politiques, de lois, de programmes gouvernementaux et de sites Web connexes et sous forme de tableau comportant des fonctions de recherche.

Public Policy and the Social Economy in Atlantic Canada: an inventory of jurisdictional policies, programs and activities that support social economy organizations at municipal, provincial and federal levels – Rapport analytique préparé selon le format et le style du document intitulé *An Inventory of Provincial and Territorial Government Support to Community Economic development in Canada* (Infanti, 2003), mais tenant compte de la portée élargie de l'économie sociale.

Referencing aspects of the social economy: a bibliography of practitioner and academic literature, web-resources and websites – Bibliographie commentée.

Working Paper Feedback

A. Please let us know what you found helpful in this Working Paper.
Include Paper #

B. How could the Working Paper Series be improved?

C. Is there anything that needs to be changed in this Working Paper?

D. Your name and contact info (optional)

Send to:

Noreen Millar, Network Coordinator
c/o Research House, Mount Saint Vincent University
Halifax Nova Scotia B3M 2J6 Canada
Tel: 902-457-6748 Fax: 902-457-5547
E-mail: seproject@msvu.ca

SES/ESD Network Research Goals

- Contributing to the theory and practice of social economy in the Atlantic region
- Internal bridging, bonding, mentoring & capacity building
- Encouraging use of the “social economy” as a framing concept in the region
- Linking Atlantic partners with other parts of Canada and the world

SES/ESD Network Research Themes and Questions

Conceptualizing & describing the social economy in Atlantic Canada

- What does the social economy look like? What needs does it address?
- How can we best capture this sector conceptually?
- What, if anything, makes it distinctive or innovative? How interconnected are its facets, & to what effect?
- What are the characteristics of social economy organizations?
- What are the implications for government policy?

Policy inventory and analysis

- How are different understandings of “social economy” reflected in government policy?
- What needs are not being met, & what changes are needed in regulatory environment?
- What indicators can we develop to aid in policy development?

Community mobilization around issues of common concern (natural resources; food security; inclusion and empowerment)

- Do social economy organizations contribute to social inclusion, the democratization of the economy, & empowerment?
- What inputs are needed to overcome obstacles & build capacity?
- What can we learn from research on mobilization around food security, empowerment & inclusion, community management of natural resources & energy?

Measuring and Financing the Social Economy

- What can social accounting, co-operative accounting, social auditing, & other techniques contribute towards a better understanding of the work and contributions of social economy organizations?
- Where do social economy organizations obtain the financing that they need?
- What do social economy organizations contribute toward financing the social economy?

Modeling & researching innovative, traditional, & IT-based communication and dissemination processes

- How can social economy actors best communicate?
- What can our Network team members contribute by developing & modeling processes and techniques?
- What can be gained from exploring technology as an equalizer vs. technology as a barrier?



Network Director:

Dr. Leslie Brown, Professor, Sociology/Anthropology, Mount Saint Vincent University

Network Co-Directors:

- Mr. Seth Asimakos, Manager, Saint John Community Loan Fund
- Ms. Penelope Rowe, Chief Executive Officer, Community Services Council Newfoundland and Labrador
- Dr. Luc Thériault, Professor, Sociology, University of New Brunswick

Sub-node Coordinators:

SN1: Mapping and Policy Analysis

- Dr. Luc Thériault, Professor, Sociology, University of New Brunswick, Fredericton, NB

SN2: Mobilization : Inclusion and Empowerment in the Social Economy

- Dr. Irené Novaczek, Director, Institute of Island Studies, University of Prince Edward Island, Charlottetown, PEI

SN3: Mobilization : Food Security and Community Economic Development

- Dr. Patricia Williams, Assistant Professor, Applied Human Nutrition, Mount Saint Vincent University, Halifax, NS

SN4: Mobilization : Natural Resources and Livelihood

- Dr. Omer Chouinard, Professeur, Sociologie, Université de Moncton, Moncton, NB

SN5: Financing and Measuring the Social Economy

- Dr. Sonja Novkovic, Associate Professor, Economics, and
- Dr. Judith Haiven, Associate Professor, Management, Saint Mary's University, Halifax, NS

SN6: Communication Practices and Tools

- Ms. Penelope Rowe, Chief Executive Officer, Community Services Council Newfoundland and Labrador, St. John's, NL and
- Dr. Ivan Emke, Associate Professor, Social/Cultural Studies, Sir Wilfred Grenfell College, Memorial University of Newfoundland, Corner Brook, NL

Network Coordinator:

Noreen Millar, M.A.

<http://www.msvu.ca/socialconomyatlantic/>

A multiple partner, Atlantic-wide research project | Un partenariat de recherche au Canada atlantique